

Chambre des Représentants.

SEANCE DU 21 MAI 1919.

Projet de loi

autorisant le Gouvernement à donner mandat à un organisme spécial chargé de faire toutes opérations commerciales utiles en vue du ravitaillement en céréales de la population belge.

EXPOSÉ DES MOTIFS

MESSIEURS,

Pendant la durée de la guerre jusqu'au 1^{er} mai 1919, le ravitaillement en blé de la Belgique a été assuré par l'intervention de la Commission for Relief in Belgium et du Comité National.

La C. R. B. utilisait les crédits mis à sa disposition par les Gouvernements alliés pour acheter aux Etats-Unis les céréales qu'elle livrait au Comité National; les fonds lui étaient versés par la Trésorerie américaine après accord avec la Légation belge à Washington.

Au moment de la liquidation de ses affaires, la C. R. B. est donc comptable vis-à-vis du Gouvernement américain des fonds dont elle a disposé.

Pour assurer la répartition en Belgique des vivres achetés en Amérique, la C. R. B. disposait de l'organisation du Comité National. Les opérations du Comité National étaient d'ailleurs contrôlées d'abord par des Américains, ensuite par le Comité Hispano-Néerlandais et, depuis l'armistice, de nouveau par des délégués de la C. R. B.

Le Comité National devait uniquement disposer des vivres dans l'intérêt de la population belge. Il trouvait dans la réalisation de ces marchandises des ressources qu'il a affectées à des paiements incombant à l'État, tels que rémunération militaire, payement partiel des traitements des fonctionnaires, subsides à toutes les œuvres de guerre, allocation aux indigents, aux malades, aux chômeurs, etc...

La C. R. B. ayant cessé ses opérations le 1^{er} mai, le Comité National mettra lui-même fin à son activité à la date du 25 mai prochain et rétrocédera au Gouvernement les stocks de céréales exotiques existant à cette date dans le pays.

Pour terminer la mission qu'il a acceptée et liquider sa situation vis-à-vis des comités provinciaux qui ont engagé des fonds pour le paiement des allocations de chômage et autres, le Comité National doit pouvoir disposer immédiatement de la contre-valeur des marchandises qu'il cède au Gouvernement. Cette valeur atteindra 200 millions de francs.

Pour faciliter ce paiement, et aussi, d'ailleurs, pour rendre pratique les opérations d'achat et de revente des blés dans l'avenir, il semble utile de confier à un organisme commercial le soin de ces opérations, cet organisme opérant, d'ailleurs, sous le contrôle du Gouvernement et de la Cour des Comptes. Comme il n'est pas possible de trouver ou de créer en Belgique un organisme commercial disposant de fonds aussi considérables, il a paru plus pratique d'autoriser l'organisme à créer à mobiliser par warrantage les marchandises qui seraient la propriété de l'État. L'organisme en question agirait donc comme mandataire de l'État et pourrait, sans devoir passer par les formalités compliquées de la comptabilité de l'État, faire toutes opérations commerciales qui hâteraient la liquidation des affaires et assureraient leur bonne fin.

L'opération du warrantage qui apparaît surtout nécessaire au moment de la reprise des stocks du Comité National, pourra cependant encore être utile dans l'avenir, car les fonds engagés sont considérables et leur rentrée se fait à terme assez long, puisqu'il importe pour assurer contre tout risque l'alimentation du pays, de disposer de stocks importants, soit au moins des approvisionnements pour trois mois.

L'objet du projet de loi ci-après est d'autoriser le Gouvernement à désigner un mandataire pour les opérations d'achat et de revente du blé et de confier à ce mandataire le soin de warranter éventuellement les marchandises.

Dans la pensée du Gouvernement, l'organisme à agréer sera un groupement constitué par les commerçants belges qui, avant la guerre, s'occupaient normalement des opérations relatives à l'importation de céréales.

Ce groupement, surveillé par des commissaires spéciaux, parmi lesquels un représentant de la Cour des Comptes, devrait faire à titre gratuit le service d'agent commercial de l'État, sans préjudice aux missions techniques dont le groupement tout entier ou ses membres en particulier peuvent être chargés à propos des importations de céréales.

Il va de soi que les dépenses auxquelles le groupement serait entraîné pour l'exécution de son mandat seraient, par application du droit commun, supportées par l'État mandant.

Le Ministre des Finances,

LÉON DELACROIX.

*Le Ministre de l'Industrie,
du Travail et du Ravitaillement,*

J. WAUTERS.

PROJET DE LOI

autorisant le Gouvernement à donner mandat à un organisme spécial chargé de faire toutes opérations commerciales utiles en vue du ravitaillement en céréales de la population belge.

Albert,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre Nom, aux Chambres législatives.

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à donner mandat à un organisme spécial constitué sous la forme de société commerciale et agréé par le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement pour faire toutes opérations commerciales utiles en vue du ravitaillement en céréales de la population belge. Ces opérations

WETSONTWERP

de Regeering er toe machtigende aan een bijzonder organisme opdracht te geven om over te gaan tot allerhande koophandels en geldhandelsdaden, er toe strekkende om de Belgische bevolking van koren te voorzien.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en to-komenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Financiën, en van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsvoorstel hieronder zal in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers voorgesteld worden.

EERSTE ARTIKEL.

De Regeering wordt er toe gemachtigd aan een bijzonder organisme ingericht onder den vorm van koophandels-vennootschap en goedgekeurd door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, opdracht te geven om over te gaan tot allerhande koophandelsdaden, zoover die er toe mochten strekken

seront contrôlées par des commissaires spéciaux dont deux au moins seront désignés par le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, et un par la Cour des Comptes.

ART. 2.

Le Gouvernement accordera sa garantie aux emprunts à court terme que contracterait cet organisme, soit sous forme d'ouverture de crédit, soit sous forme d'escompte de warrant, pourvu que ces opérations soient nécessitées par l'exécution du mandat prévu à l'article premier, qu'elles soient approuvées par les commissaires d'État et que le total des obligations contractées ne dépasse, à aucun moment, le chiffre de deux cents millions de francs.

ART. 3.

L'organisme agréé aura, vis-à-vis de l'État, la situation juridique du mandataire gratuit, pour tout ce qui concerne les opérations commerciales relatives aux céréales.

Il ne pourra recevoir de rémunération que pour l'accomplissement de devoirs spéciaux, tels que l'agrégation des céréales, leur manutention, leur répartition, leur réexpédition, etc.

ART. 4.

La présente loi produira ses effets

de Belgische bevolking van koren te voorzien. Bedoelde daden zullen onderworpen zijn aan het toezicht van bijzondere kommissarissen, waaronder minstens twee aan te wijzen door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, en minstens een door het Rekenhof.

ART. 2.

De Regeering zal de door bedoelde organisme voor korten tijd af te sluiten geldenleeningen, waarborgen, 't zij onder den vorm van kredietopening, 't zij onder den vorm van warrantkorting, namelijk zoover het daden geldt noodzakelijk gemaakt door de uitvoering, der in eerste artikel voorzien opdracht, goedgekeurd door de Staatskommissarissen en samen geen verplichtingen scheppende die, op eenig oogenblik, meer dan twee honderd miljoen frank zouden bedragen.

ART. 3.

Het goedgekeurde organisme zal voor al wat de koophandelsdaden omtrent het koren betreft, tegenover den Staat, in rechtsopzicht de rol vervullen van onbezoldigden lasthebber.

Het zal enkel vergoeding mogen ontvangen voor het vervullen van bijzondere plichten zooals het aannemen van koren, de behandeling, de verdeling en de wederzending daarvan, enz.

ART. 4.

Deze wet zal hoogstens gedu-

au maximum pendant deux ans, à
dater de sa publication.

rende twee jaar, aanvangende met
den dag van hare bekendmaking,
van kracht blijven.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1919.

Gegeven te Brussel, den 20^e Mei 1919.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Minister van Financiën,

LÉON DELACROIX.

*Le Ministre de l'Industrie,
du Travail et du Ravitaillement,*

*De Minister van Nijverheid,
Arbeid en Bevoorrading,*

J. WOUTERS.

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 21 MEI 1919.

Wetsontwerp

de Regeering er toe machtigende aan een bijzonder organisme opdracht te geven om over te gaan tot allerhande koophandels en geldhandelsdaden, er toe strekkende om de Belgische bevolking van koren te voorzien.

Memorie van toelichting.

MIJNE HEEREN,

Tijdens den oorlog, tot op den 1^{sten} Mei 1919, werd de korenvoorziening van België verzekerd door tusschenkomst van de « Commission for relief in Belgium » en van het Nationaal Comité.

De C. R. B. benutte de kredieten door de verbonden Regeeringen te harer beschikking gesteld om in de Vereenigde Staten het koren te koopen, dat ze aan het Nationaal Comité afleverde; de fondsen werden haar gestort door de Amerikaansche Schatkist, na dat deze het daaromtrent eens was geworden met het Belgische gezantschap te Washington.

Op het oogenblik van de vereffening harer zaken, moet de C. R. B. alzoo aan de Amerikaansche Regeering rekening afleggen, aangaande de fondsen, waarover ze heeft beschikt.

Om den omslag der in Amerika gekochte levensmiddelen in België te verzekeren, beschikt de C. R. B. over de inbrechting van het Nationaal Comité.

De verichtingen van het Nationaal Comité werden overigens nagezien aanvankelijk door de Amerikanen, vervolgens door het Spaansch-Nederlandsch Comité en met het intreden van den wapenstilstand, opnieuw door de afgevaardigden van de C. R. B.

Het Nationaal Comité mocht enkel in het belang van de Belgische bevolking over de levensmiddelen beschikken. Het putte uit den verkoop van die koopwaren middelen, die het hulp besteed om betalingen te doen, die de Staat had moeten doen, zooals, vergoeding aan militairen, gedeeltelijke uitkeering van de jaarwedde der ambtenaren, toelagen aan al de oorlogswerken, uitkeering aan behoeftigen, zieken, werkelozen, enz.

Daar de C. R. B. den 1^{sten} Mei haar werkzaamheden afbrak, zoo zal het Nationaal Comité zelf ook de zijne den 25^{sten} Mei aanstaande laten staan, en de voorraad buitenlandsch koren, op dien dag in het land aanwezig, aan de Regeering afstaan.

Om een eind te maken aan de opdracht die het aannamen zijn toestand tegenover de provinciale Comiteiten die fondsen hebben verbonden voor het verstrekken van werkelozen steun, enz., moet het Nationaal Comité onmiddellijk kunnen beschikken over de tegenwaarde der koopwaren, die het aan de Regeering afstaat. Die waarde zal ongeveer tot 200 miljoen frank loopen.

Om de betaling te vergemakkelijken en overigens ook om den aankoop en den wederverkoop van koren in de toekomst praktisch in te richten, lijkt het van nut die aangelegenheid aan een koophandelsorganisme toe te vertrouwen, met dien verstande dat bedoeld organisme zou werken onder toezicht van de Regeering en van het Rekenhof. Daar het onmogelijk is in België, een over zoo aanzienlijk fondsen beschikkend koophandelsorganisme te vinden of op te richten, zoo leek het praktisch de het tot stand te brengen organisme te machtigen om de koopwaren die Staatseigendom zouden zijn door warrantage vlot te maken.

Het bewuste organisme zou dan handelen als lasthebber van den Staat, en het zou buiten de ingewikkelde pleegvormen van den Rijksrekendienst om, kunnen overgaan tot allerhande koophandelsdaden, die de vereffening der zaken zouden bespoedigen en de goede beëindiging ervan verzekeren.

De warrantage-verrichting, die bijzonder noodig schijnt op het oogenblik der overname van den voorraad van het Nationaal Comité zal evenwel ook in de toekomst nog nuttig kunnen zijn, want de verbonden fondsen zijn aanzienlijk en ze komen na vrij lange termijnen weer in.

Immers, moet de voedselvoorziening tegen elk risico verzekerd zijn; zoodat men over een grooten voorraad dient te beschikken, dat is minstens voor drie maand.

Het doel van na te volgen wetsontwerp is de Regeering te machtigen om een lasthebber aan te wijzen voor den aankoop en den wederverkoop van koren en dien lasthebber in voorkomend geval te laten zorgen voor de warrantage der koopwaren.

Naar het inzicht der Regeering zou het tot stand te brengen organisme een groep zijn samengesteld uit de Belgische handelaars, die voor den oorlog geregeld deden aan koreninvoerverrichtingen. Die groep waarop toezicht zou worden gehouden door bijzondere commissarissen waaronder een vertegenwoordiger van het Rekenhof, zou, om niet den dienst moeten doen van koophandelsagent van den Staat, ongeminderd de technische opdrachten, waarmee de heele groep, of de leden ervan afzonderlijk, in verband met den koreninvoer kunnen worden belast.

Het spreekt vanzelf dat de uitgaven, door de groep voor het vervullen van haar opdracht te doen, bij toepassing van het gemeene recht, ten bezware zouden komen van den lastgegenden Staat.

De Minister van Financiën,

LEON DELACROIX.

De Minister van Nijverheid,

Arbeid en Bevoorrading,

J. WAUTERS.

PROJET DE LOI

autorisant le Gouvernement à donner mandat à un organisme spécial chargé de faire toutes opérations commerciales utiles en vue du ravitaillement en céréales de la population belge.

Albert,

ROI DES BELGES.

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement,

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté, en Notre Nom, aux Chambres législatives.

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à donner mandat à un organisme spécial constitué sous la forme de société commerciale et agréé par le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement pour faire toutes opérations commerciales utiles en vue du ravitaillement en céréales de la population belge. Ces opérations

WETSONTWERP

de Regeering er toe machtigende aan een bijzonder organisme opdracht te geven om over te gaan tot allerhande koophandels en geldhandelsdaden, er toe strekkende om de Belgische bevolking van koren te voorzien.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op voorstel van Onzen Minister van Financiën, en van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading,

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsvoorstel hieronder zal in Onzen Naam aan de Wetgevende Kamers voorgesteld worden.

EERSTE ARTIKEL.

De Regeering wordt er toe gemachtigd aan een bijzonder organisme ingericht onder den vorm van koophandels-vennootschap en goedgekeurd door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, opdracht te geven om over te gaan tot allerhande koophandelsdaden, zoover die er toe mochten strekken

seront contrôlées par des commissaires spéciaux dont deux au moins seront désignés par le Ministre de l'Industrie, du Travail et du Ravitaillement, et un par la Cour des Comptes.

ART. 2.

Le Gouvernement accordera sa garantie aux emprunts à court terme que contracterait cet organisme, soit sous forme d'ouverture de crédit, soit sous forme d'escompte de warrant, pourvu que ces opérations soient nécessitées par l'exécution du mandat prévu à l'article premier, qu'elles soient approuvées par les commissaires d'État et que le total des obligations contractées ne dépasse, à aucun moment, le chiffre de deux cents millions de francs.

ART. 3.

L'organisme agréé aura, vis-à-vis de l'État, la situation juridique du mandataire gratuit, pour tout ce qui concerne les opérations commerciales relatives aux céréales.

Il ne pourra recevoir de rémunération que pour l'accomplissement de devoirs spéciaux, tels que l'agrégation des céréales, leur manutention, leur répartition, leur réexpédition, etc.

ART. 4.

La présente loi produira ses effets

de la Belgische bevolking van koren te voorzien. Bedoelde daden zullen onderworpen zijn aan het toezicht van bijzondere commissarissen, waaronder minstens twee aan te wijzen door den Minister van Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading, en minstens een door het Rekenhof.

ART. 2.

De Regeering zal de door bedoelde organisme voor korten tijd af te sluiten geldenleeningen, waarborgen, 't zij onder den vorm van kredietopening, 't zij onder den vorm van warrantkorting, namelijk zoover het daden geldt noodzakelijk gemaakt door de uitvoering, der in eerste artikel voorzien opdracht, goedgekeurd door de Staatscommissarissen en samen geen verplichtingen scheppende die, op eenig oogenblik, meer dan twee honderd miljoen frank zouden bedragen.

ART. 3.

Het goedgekeurde organisme zal voor al wat de koophandelsdaden omtrent het koren betreft, tegenover den Staat, in rechtsopzicht de rol vervullen van onbezoldigden lasthebber.

Het zal enkel vergoeding mogen ontvangen voor het vervullen van bijzondere plichten zooals het aannemen van koren, de behandeling, de verdeling en de wederzending daarvan, enz.

ART. 4.

Deze wet zal hoogstens gedu-

au maximum pendant deux ans, à
dater de sa publication.

rende twee jaar, aanvangende met
den dag van hare bekendmaking,
van kracht blijven.

Donné à Bruxelles, le 20 mai 1919.

Gegeven te Brussel, den 20^e Mei 1919.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,

Van 's Konings wege :
De Minister van Financiën,

LÉON DELACHOIX.

*Le Ministre de l'Industrie,
du Travail et du Ravitaillement,*

*De Minister van Nijverheid,
Arbeid en Bevoorrading,*

J. WOUTERS.
